

Réunion à Rio du Forum de l'ONU sur la gouvernance de l'internet

Technologie

Posté par: Visiteur

Publié le : 10-11-2007 21:24:51

L'ONU tient à Rio de Janeiro à partir de lundi son second Forum sur la gouvernance de l'internet avec à l'ordre du jour la protection de l'enfance contre la pédophilie et la lutte contre la cybercriminalité.

Quelque 2.000 participants de plus de 100 pays sont attendus du 12 au 15 novembre pour discuter également de l'accès à l'internet dont cinq milliards d'hommes et de femmes personnes sont encore privés, en particulier dans les pays en développement.

Sans pouvoir de décision, le Forum de l'ONU sur la gouvernance de l'internet (FGI) a été créé à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information à Tunis en 2005 pour offrir un cadre de discussion aux représentants des gouvernements, du secteur privé, d'organisations non gouvernementales, de la communauté de l'internet et des médias.

La question de la protection de l'enfance "est un thème de préoccupation générale" a expliqué à l'AFP Markus Kummer, coordinateur exécutif du FGI.

"On peut faire beaucoup dans ce domaine si on a une excellente coopération", a-t-il souligné.

Ce thème a été notamment soulevé, lors de la préparation de la réunion de Rio, par le Conseil de l'Europe, qui souhaite que l'accès à la pornographie enfantine sur l'internet et l'approche d'enfants en vue de relations sexuelles soient considérés comme des crimes.

De récents témoignages devant le Congrès américain ont donné l'occasion de mesurer l'ampleur du phénomène. Selon un agent spécial du bureau d'enquêtes criminelles du ministère américain de la Justice, l'internet a permis aux pédophiles de former un cercle regroupant "peut-être des millions de personnes dans le monde".

En juin dernier, la police britannique avait démantelé un réseau pédophile sur l'internet au cours d'une opération qui avait permis de sauver 31 enfants et de repérer quelque 700 suspects dans le monde.

Outre la protection des enfants, la réunion de Rio devrait aborder de manière plus générale la question de l'applicabilité à l'internet de diverses conventions internationales sur la cybercriminalité, la protection des données personnelles, la lutte contre la traite des êtres humains et la prévention du terrorisme.

Le Forum intervient alors que la Commission européenne a proposé cette semaine de renforcer l'arsenal anti-terroriste de l'UE en sanctionnant pénalement l'utilisation de l'internet pour la propagande terroriste.

"L'internet sert à inspirer et mobiliser des réseaux et des individus. Il est utilisé également comme une source d'informations sur les méthodes terroristes, fonctionnant ainsi comme un +camp d'entraînement virtuel+", a constaté la Commission.

Le FGI devrait également permettre de mesurer l'opposition au rôle dominant des Etats-Unis dans l'internet via l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), organisme américain chargé par les Etats-Unis de la gestion des noms, adresses et numéros sur le réseau mondial. En 2005, l'Union européenne avait suggéré la création d'un organisme intergouvernemental pour contrôler l'ICANN.

Mais nombre d'acteurs de l'internet craignent que le transfert de la responsabilité de la gestion de l'internet à d'autres pays rende le réseau vulnérable à la censure, alors que des pays comme la Chine ou la Birmanie sont intervenus récemment pour limiter l'accès des internautes pour des raisons politiques.

AFP